



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

110 BOURGOGNE

49 route d'Auxerre
89470 Monéteau

Références : 250499
Code AIOT : 0025500019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement 110 BOURGOGNE implanté 37 route de la Gare 89480 Étais-la-Sauvin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a informé l'Inspection le 12 novembre 2025 de la présence de fissures sur 2 cellules béton du silo d'Étais la Sauvin. Sur une des cellule, la fissure a entraîné un écoulement de grains vers l'extérieur. Un expert structure a été mandaté. Il s'est rendu le lendemain de l'incident sur site pour analyser précisément la situation. Le site a été mis à l'arrêt.

La présente inspection réactive fait suite à cet incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 110 BOURGOGNE
- 37 route de la Gare 89480 Étais-la-Sauvin
- Code AIOT : 0025500019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site 110 BOURGOGNE d'Étais la sauvin est constitué de 2 silos d'une capacité totale de 28 300 m³ et de 2 100 m³ d'engrais liquides.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Mesures d'urgence	7 jours
2	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004	Demande d'action corrective, Mesures d'urgence	7 jours
3	Déclaration et rapport d'incidents ou d'accidents	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a informé l'Inspection de la survenue de l'incident dans des délais brefs et a cessé son activité sur les cellules concernées. Un arrêté de mesures d'urgence est proposé pour acter l'arrêt de l'ensemble du silo et imposer la vidange intégrale du silo jusqu'à ce que la reprise d'activité puisse être garantie dans les meilleures conditions de sécurité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Le responsable d'exploitation du silo et un agent (plus le responsable QSE groupe) étaient présents sur site lors de l'inspection. Les décisions prises de mise en sécurité des cellules 1 et 3 (cf. point suivant) et de clôture de la zone dangereuse apparaissent pertinentes et ont été réalisées dans des délais brefs. Toutefois, étant donné l'incertitude sur la stabilité du silo (de 10+2 cellules qui touche la tour de manutention) dans son intégralité, notamment au regard des fissures apparues en novembre 2025, mais aussi sur la cellule C2 il y a environ 10 ans (cf. point suivant), la suffisance des dispositions prises par l'exploitant pour assurer la stabilité globale du silo n'est pas garantie. D'autre part, la case à poussières étant endommagée, le dépoussiérage des installations n'est plus garanti. Des mesures d'urgence apparaissent donc nécessaires et sont détaillées au point suivant.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Informations de l'exploitant :</p> <p>L'expert structure (société CERES SOLUTIONS) est passé sur site le lendemain de l'incident. Il a été constaté des fissures au niveau de la cellule C3 (du silo de 10+2 cellules qui touche la tour de manutention). Cette cellule est celle qui a engendré une fuite de grains sur l'extérieur de silo, du côté des voies SNCF désaffectées. Le mur en parpaings de la case à poussière a cédé sous le poids du grain qui s'est répandu. Il a aussi été constaté de nombreuses fissures sur la cellule C1.</p> <p>Les décisions prises en concertation avec l'expert sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintien de la mise à l'arrêt du site. Pas de personnel sur site. • Mise en place d'un périmètre de sécurité : <ul style="list-style-type: none"> ◦ A l'intérieur du bâtiment : seul le bureau reste une zone accessible. ◦ A l'extérieur du site, au droit des extrémités du silo pour toute la partie « côté rail ». • Vidange de la cellule C1 en priorité, car les fissures indiquent un travail anormal de la structure et cette cellule est la plus remplie (400 t). <ul style="list-style-type: none"> ◦ Cette vidange se fera à débit très faible, environ 5 % du débit maximal. ◦ Ouverture de la vanne « à distance » pour ne pas exposer le personnel en cas d'accident. ◦ Transfert du grain dans la cellule 9 ou 10. • Vidange dans un second temps de la cellule C3." <p>Constats de l'Inspection :</p> <p>La cellule 3 présente une fissure de grande taille dont la base est masquée par le grain qui s'est répandu.</p> <p>Les fissures de la cellule 1 ne sont pas visibles du fait des contraintes de sécurisation du site.</p> <p>L'exploitant indique avoir vidé la cellule 1 et s'en être assuré par thermographie. La cellule 3 est en cours de vidage à faible vitesse, il reste environ 250 des 400 t initiales selon l'exploitant.</p> <p>L'exploitant indique que des fissures ont été détectées il y a une dizaine d'années sur la cellule C2 qui ont été repérées par "rechemisage" (coulée par l'intérieur d'une couche assurant l'étanchéité), les traces de réparation de cette cellule sont visibles. La cellule 4 a été condamnée à l'époque et</p>

<p>l'est encore. Il semblerait que le ferrailage du silo béton ait été mal fait au départ (erreur de conception ou de réalisation).</p> <p>L'exploitant indique qu'il suivra les préconisations de l'expert.</p> <p>L'Inspection propose d'acter par arrêté de mesures d'urgence l'arrêt de l'ensemble du silo tant qu'une expertise ne garantit pas que l'ensemble des cellules utilisées peuvent être réutilisées en toute sécurité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport d'expert et les suites qu'il compte y donner.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mesures d'urgence</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 3 : Déclaration et rapport d'incidents ou d'accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport d'incidents ou d'accidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'Inspection par mail le jour-même de l'incident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'Inspection le rapport d'accident prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, présentant notamment l'analyse des causes profondes de l'incident. Si possible, il réalisera cette formalité par télédéclaration.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>